

POINT ACTU N°12 COLOMBIE Réseau France Colombie Solidarités Avril à juin 2017

APPLICATION DES ACCORDS DE PAIX AVEC LES FARC

Juridiction Spéciale pour la Paix (JEP) – (*Jurisdicción Especial para la Paz*)

Le 5 avril dernier, conformément aux accords signés à La Havane, le président colombien Juan Manuel Santos a signé les décrets de loi créant deux organismes : la Commission pour l'Éclaircissement de la Vérité, la Coexistence et la non-Répétition et l'Unité pour la recherche des personnes disparues dans le contexte et en raison du conflit armé. Ces organismes, avec la Juridiction Spéciale pour la Paix chercheront à faire la lumière, juger et sanctionner les anciens combattants, guérilleros et militaires ayant violé les droits humains et gravement enfreint le Droit International Humanitaire¹. Parallèlement, ils tenteront de contribuer à la reconnaissance des victimes et des responsables dans le conflit armé devant la société colombienne et de promouvoir la coexistence sur les territoires. Dans ce même acte, un décret a été signé afin de créer le comité chargé de choisir les magistrats du Tribunal de Paix de la Juridiction Spéciale. Les cinq membres sont issus du Secrétariat Général de l'ONU, de la Cour de Cassation de la Cour Suprême de Justice, du Centre Internationale pour la Justice Transitionnelle, de la Cour Européenne des Droits de l'Homme et de la Commission Permanente du Système Universitaire de l'État².

Statut de l'Opposition

Le 5 avril dernier, et après 26 ans d'attente, le Sénat a approuvé le projet de loi instaurant le « Statut de l'Opposition ». Il faut encore qu'il soit validé par la Chambre des Représentants³, puis par le

1 http://internacional.elpais.com/internacional/2017/04/05/colombia/1491410462_348765.html

2 http://internacional.elpais.com/internacional/2017/04/05/colombia/1491410462_348765.html

3 <http://www.semana.com/nacion/articulo/senado-aprobo-estatuto-de-oposicion-despues-de-26-anos/521106>

président colombien Santos. Ce statut vise à conférer droits et visibilité aux partis politiques qui se déclarent opposés ou indépendants du gouvernement⁴. Il leur accordera le droit de répliquer dans les médias mais également d'accéder aux médias de communications étatiques et à la documentation officielle. De plus, ils pourront participer aux conseils d'administrations des entreprises publiques ; obtenir un siège au Sénat pour candidater aux postes de président et vice-président et participer à la Commission des Relations Extérieures, organe consultatif du Président de la République⁵. Malgré cette avancée, une réelle mise en pratique du texte devra être démontrée.

« Mission Électorale Spéciale » et réforme politique

Le 16 janvier 2017, le président colombien Santos a instauré la « Mission Électorale Spéciale » (MEE - *Mision Electoral Especial*), décrétée au point 2.3.4 de l'Accord Final. Cette instance vise à formuler des recommandations concernant des réformes politiques et institutionnelles nécessaires pour garantir l'autonomie, la modernité et la transparence du système électoral colombien. Depuis sa création, des experts de la Mission se sont réunis en Colombie et à l'étranger afin de recueillir des propositions pour créer un projet de réforme électoral présenté au président colombien mi-avril⁶. Parmi les propositions, la création du « Conseil Électoral Colombien » (CEC) a été avancée. Il s'agira d'une nouvelle autorité électorale, autonome, présente au niveau régional et dont l'origine ne sera pas purement politique, comme c'est le cas pour l'actuel Conseil National Électoral. Il est également proposé d'augmenter le financement des partis politiques minoritaires et de limiter les listes de candidats au Sénat, à l'Assemblée et au CEC en vue d'une meilleure cohésion au sein des partis et la réduction du nombre de campagnes électorales personnelles⁷.

De plus, le Ministère de l'Intérieur a émis des projets de réforme politique qui comprend l'évaluation des propositions de la « Mission Spécial Électorale ». Les partis minoritaires, notamment ceux représentant les peuples indigènes et afro-descendants, craignent de cette réforme qu'elle ne restreigne leurs garanties existantes.

4 <http://www.elcolombiano.com/colombia/politica/estatuto-de-oposicion-luego-de-26-anos-colombia-tiene-uno-CM6284242>

5 <http://www.semana.com/enfoque/articulo/la-oposicion-ya-tiene-su-estatuto/521492>

6 <http://colombia2020.elespectador.com/politica/en-que-va-la-mision-electoral-especial>

7 <https://www.elheraldo.co/politica/mision-electoral-especial-entrega-propuestas-de-reforma-politica-349517>

Constitution du parti politique des FARC

Les accords signés à La Havane ont permis la transformation de la guérilla des FARC en parti politique. Un Congrès constitutif du parti aura lieu le 7 août prochain. Le 26 avril, le Congrès a approuvé le projet de réforme constitutionnelle pour la « réincorporation politique », afin de fixer les règles du nouveau parti. De leur côté, les FARC discutent des idées qu'ils aborderont dans le cadre de la Dixième Conférence de la Guérilla et qui définiront les lignes d'action une fois le processus de transfert des armes terminé. La supervision par l'ONU du processus aidera la participation du nouveau parti aux élections politiques de 2018⁸. Le parti se verra octroyé la personnalité juridique, des financements étatiques et dix sièges au Congrès de la République.⁹

Dépôt des armes

Le 4 avril, le Bureau du Haut-Commissariat pour la Paix a publié la liste des membres des FARC situés dans les « zones de normalisations ». L'ONU a certifié que, jusqu'à présent, environ 6.900 combattants des FARC se trouvaient dans les 26 zones de concentration. Déjà 85 % des armes déposées ont été enregistrées¹⁰. On espérait un abandon total des armes au 1^{er} juin, sans saisie. Le 29 mai, le président Santos a annoncé que le dépôt de toutes les armes allait prendre 20 jours de plus et que la réintégration des guérilleros à la vie civile prendrait 60 jours maximum¹¹.

Le transfert des mineurs appartenant aux FARC

Depuis septembre 2016 et jusqu'à début avril 2017, 60 mineurs membres des FARC ont été remis au CICR (Comité International de la Croix-Rouge)¹², organisme chargé de vérifier la santé des mineurs. Plus tard, ils seront remis entre les mains de l'UNICEF, de représentants du Conseil Présidentiel des Droits de l'Homme et du Conseil National de réincorporation. Cela s'inscrit dans le cadre du programme « *Camino diferencial de vida* »¹³.

8 <http://www.semana.com/nacion/articulo/partido-politico-de-farc-en-agosto-sera-el-el-congreso-constitutivo-del-partido/523159>

9 <http://www.semana.com/nacion/articulo/acuerdo-de-paz-senado-aprueba-reforma-de-reincorporacion-politica-de-las-farc/523329>

10 <http://www.verdadabierta.com/procesos-de-paz/farc/6596-en-que-va-la-dejacion-de-armas-de-las-farc>

11 <http://www.lapresse.ca/international/amerique-latine/201705/30/01-5102628-colombie-le-desarmement-des-farc-repousse-de-20-jours.php>

12 <http://www.elpais.com.co/proceso-de-paz/cicr-recibio-un-nuevo-grupo-de-menores-que-dejan-las-filas-de-las-farc.html>

13 <http://www.semana.com/nacion/articulo/menores-de-las-farc-cicr-ha-recibido-57-ninos/520803>

« Circonscriptions transitoires Spéciales de Paix »

La Secrétariat Général du Sénat a publié la liste des 166 municipalités qui représenteront ces circonscriptions. 16 circonscriptions ont été instaurées à La Havane afin que les habitants, qui ont été les plus touchés par le conflit, soient représentés à la Chambre des Représentants. Dans ces circonscriptions, seuls pourront candidater des membres de la société civile, des représentants indigènes et afro-colombiens ou des mouvements politiques non représentés au Congrès pour les élections de 2018 et 2022.¹⁴

Création du Fondo Colombia en Paz (un fonds pour la paix en Colombie)

Le 27 avril dernier, le président Juan Manuel Santos a signé un décret créant un Fonds pour la Paix en Colombie. Ce dernier a pour but de recevoir et d'administrer les financements destinés à la mise en œuvre de l'Accord Final dans le contexte post-accord. Ces ressources proviennent du budget national, des redevances (pour l'exploitation des ressources), du secteur privé et de la communauté internationale¹⁵. Ce fonds sera contrôlé par la Contraloría. Fin mai, 1,5 milliards de pesos seront versés pour la mise en place de l'Accord Final ; la moitié sera administrée par ce nouveau fonds. Les premiers versements seront consacrés à la substitution des cultures illicites. Ils financeront aussi des programmes de réinsertion à la vie civile d'ex-guérilleros des FARC et soutiendront la création de projets comme la Juridiction Spéciale pour la Paix ou l'Unité pour la recherche des personnes disparues¹⁶.

Substitution des cultures illicites

Les cultivateurs de coca se sont opposés aux mesures d'éradication forcée que l'État a mis en place, réclamant une plus grande participation quant à l'application des Accords de Paix et un développement rural intégral et durable¹⁷. Bien que le prix au kilo des feuilles de coca ne soit pas bien plus élevé que celui d'autres produits agricoles (un cultivateur de coca ne gagne pas plus de 140 dollars par mois), la préoccupation majeure reste le manque d'infrastructures pour la production et la commercialisation des produits¹⁸. De son côté, le Congrès de Colombie a

14 <http://www.semana.com/nacion/articulo/166-municipios-afectados-por-el-conflicto-tendran-representacion-en-el-congreso/523966>

15 <http://es.presidencia.gov.co/noticia/170427-Presidente-firmo-decreto-que-crea-el-Fondo-Colombia-en-Paz>

16 <http://m.eltiempo.com/politica/proceso-de-paz/inversion-y-administracion-del-fondo-colombia-en-paz-para-el-posconflicto-83274>

17 Ibid.

18 http://internacional.elpais.com/internacional/2017/04/17/colombia/1492443340_836323.html

définitivement interdit les épandages aériens de glyphosate servant à éradiquer les cultures illicites, reconnaissant les dommages conséquents pour la population et l'environnement¹⁹. Il a confirmé l'importance d'échanger avec les communautés sur l'utilisation de ces produits chimiques pour les éradications terrestres. A ce sujet, la Cour Constitutionnelle a déclaré que la communauté indigène Carijona, menacée d'extinction à cause des fumigations de glyphosate, devait recevoir une indemnisation économique et culturelle²⁰.

AVANCÉES DES ACCORDS DE PAIX AVEC L'ELN

Dialogues avec l'ELN

Deux mois après l'ouverture du dialogue entre le Gouvernement national et la guérilla de l'ELN, le premier cycle de conversations a pris fin. Le 6 avril depuis l'Equateur, les parties ont annoncé que la guérilla allait se conformer au Droit International Humanitaire (DIH) avant un cessez-le-feu bilatéral. De plus, un programme pilote de déminage humanitaire a été élaboré²¹. Outre ces avancées, il y a la formulation de règles claires quant au fonctionnement des groupes de conversations et la création de deux sous-groupes : le premier sur les dynamiques et actions humanitaires et le deuxième sur la participation de la société civile dans la construction de la paix²².

Le 6 mai, avec l'autorisation du Bureau du Haut-Commissariat pour la Paix, des représentants des guérillas des FARC et de l'ELN se sont réunis à la Havane afin d'échanger leur expérience²³. Le second cycle de conversations a débuté le 17 mai à Quito, en Equateur²⁴.

19 <http://www.elcolombiano.com/colombia/corte-constitucional-prohibe-aspersion-con-glifosato-en-colombia-GK6396019>

20 <http://www.semana.com/nacion/articulo/el-glifosato-casi-extingue-a-una-comunidad-en-guaviare-corte/523200>

21 <http://www.semana.com/nacion/articulo/gobierno-y-eln-en-ecuador-cierra-primer-ciclo-de-negociaciones-en-ecuador/521179>

22 <http://www.elpais.com.co/proceso-de-paz/gobierno-eln-acuerdan-avanzar-en-proceso-desminado-humanitario.html>

23 <http://www.rfi.fr/ameriques/20170505-colombie-farc-veulent-convaincre-eln-signer-paix>

24 <http://www.trt.net.tr/espanol/espana-y-america-latina/2017/05/17/el-gobierno-colombiano-y-eln-inician-segundo-ciclo-de-dialogos-en-quito-734442>

OBSTACLES À LA PAIX : Paramilitarisme / Atteintes aux droits de l'homme /

Menaces par des groupes paramilitaires

Au cours de l'année, la guérilla de l'ELN et les groupes paramilitaires se sont affrontés pour prendre le contrôle des territoires abandonnés par les FARC. Plusieurs organisations et défenseurs du peuple ont dénoncé la présence de groupes paramilitaires dans les zones de Meta, Vichada, Tumaco (Nariño), Buenaventura (Valle del Cauca), Catatumbo (Norte de Santander), Urabá (Antioquia)²⁵, Choco et Putumayo.

Au début de l'année, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) a dénoncé les 3.549 déplacements forcés par les groupes armés en 2017²⁶. Les plus touchés ont été les communautés indigènes et afro-descendantes du Choco²⁷.

Fin avril, la Commission inter-ecclésiale de Justice et de Paix a déclaré par un communiqué de presse que plus de 300 paramilitaires, appelés les "Autodefensas Gaitanistas de Colombia", empêchaient la mobilité dans le département du Putumayo, et ce depuis le 19 avril dernier²⁸. Finalement, les guérilleros des FARC, situés dans une Zone de Normalisation à Nariño (sud-ouest de la Colombie), ont dénoncé le 30 avril²⁹, la présence de paramilitaires près de cette zone³⁰.

Agressions des leaders sociaux

Entre 2002 et 2016, 558 leaders sociaux ont été assassinés en Colombie³¹. En comparaison avec le premier trimestre de 2016, le nombre d'attentats et de menaces envers les leaders sociaux communautaires et syndicaux a augmenté en 2017. Au cours de l'année, 193 défenseurs des droits humains ont été victimes d'agressions et ont vu leurs activités ou leur vie menacées. On compte 20 assassinats, 19 attentats, 136 menaces, 13 détentions arbitraires et 5 utilisations arbitraires du

25 <http://www.semana.com/acuerdos-de-paz/noticias/bandas-criminales-la-preocupacion-del-proceso-de-paz-494914>

26 <http://www.elespectador.com/noticias/judicial/durante-2017-hubo-3500-desplazados-en-el-pais-delegado-de-la-acnur-en-colombia-articulo-683647>

27 <http://www.semana.com/nacion/articulo/desplazamiento-en-choco-valle-y-arauca-en-2017-supera-4000-personas/522545>

28 <http://www.contagioradio.com/300-paramilitares-impiden-la-movilidad-de-comunidades-en-putumayo-articulo-39980/>

29 <http://generacionpaz.co/content/paramilitares-se-acercan-zonas-veredales-abriendo-fuego>

30 <http://prensarural.org/spip/spip.php?article21430>

31 <http://www.verdadabierta.com/lideres-asesinados>

système pénal. Les responsables présumés sont des groupes paramilitaires (129), des inconnus (43), des membres de la Force Publique (armée ; 14) et des guérillas (2). Une lettre signée par plus de 100 personnes a été envoyée au président Santos pour réclamer des mesures fermes contre ce phénomène puisque le gouvernement refuse de reconnaître le caractère systématique de ces attentats³².

Préoccupations quant à l'application de l'Accord Final

La communauté internationale a manifesté sa préoccupation en ce qui concerne la mise en place de l'Accord Final avec les FARC. Cette préoccupation concerne également la complexité et les prix élevés des programmes de substitution de cultures illicites et la résolution de la problématique historique qu'est la répartition des terres³³. L'Accord Final rencontre différents obstacles : le retard dans l'installation des zones de normalisation³⁴, la mise en place de la Loi d'Amnistie et la réintégration d'environ 7.000 guérilleros à la vie civile³⁵.

Une autre préoccupation concerne l'augmentation du nombre d'assassinats de guérilleros des FARC et des membres de leur famille. Durant avril, deux guérilleros, Luis Alberto Cabezas³⁶ et José Húber Yatacué³⁷, ont été assassinés. Les menaces et déplacements par des groupes paramilitaires inquiètent principalement les communautés indigènes et afro-descendantes³⁸. Ces violations des droits humains ont été dénoncées par l'ONU après l'assassinat de six indigènes le 16 avril dernier³⁹.

Selon le *Observatorio de Seguimiento a la Implementación del Acuerdo de Paz*, au niveau légal et juridique, seuls 12,7% de l'Accord Final ont été mis en place⁴⁰. Finalement, le dernier obstacle a été la décision de la Cour Constitutionnelle de mettre une limite au mécanisme de « *Fast track* » en

32 <http://www.verdadabierta.com/victimas-seccion/losresistentes/6603-agresiones-contralideres-sociales-imparables>

33 <http://www.semana.com/nacion/articulo/comunidad-internacional-preocupada-por-implementacion-de-acuerdos-de-paz/521869>

34 <http://www.elpais.com.co/proceso-de-paz/proceso-de-construccion-y-adequacion-de-las-zonas-veredales-esta-en-un-50.html>

35 <http://www.semana.com/nacion/articulo/comunidad-internacional-preocupada-por-implementacion-de-acuerdos-de-paz/521869>

36 <http://www.semana.com/nacion/articulo/asesinan-guerrillero-de-las-farc-luis-ortiz-en-tumaco/522565>

37 <http://www.semana.com/nacion/articulo/asesinan-a-jose-huber-yatacué-otro-miliciano-desmovilizado-de-las-farc/523287>

38 <http://www.verdadabierta.com/victimas-seccion/los-resistentes/6616-posconflicto-amargo-para-los-pueblos-indigenas-en-antioquia>

39 http://internacional.elpais.com/internacional/2017/04/22/colombia/1492871876_796596.html

40 <http://colombia2020.elespectador.com/pais/la-implementacion-legal-del-acuerdo-de-paz-solo-ha-avanzado-en-un-127>

déclarant l'inconstitutionnalité de deux de ses articles. Cette décision a provoqué instabilité et incertitude face à la mise en place de l'Accord Final⁴¹.

ENJEUX ÉCOLOGIQUES ET CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Tragédies hivernales

Le 1^{er} avril, une coulée de boue a fait plus de 300 morts dans la ville de Mocoa, dans le département de Putumayo. A la suite de cette catastrophe, le 19 avril, une autre coulée de boue a causé la mort de 16 personnes et laissé 500 familles affectées à Manizales, dans le département de Caldas⁴². Selon l'Université Nationale de Colombie, environ 385 municipalités du pays sont menacées de catastrophes naturelles à cause de la période hivernale⁴³. Selon le président, cette période hivernale affecte environ 10.300 familles et cause la mort d'environ 360 personnes⁴⁴.

RELATIONS INTERNATIONALES (ENJEUX GÉOPOLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Visite du Conseil de Sécurité de l'ONU

Du 3 au 5 mai, des représentants du Conseil de Sécurité se sont rendus en Colombie dans le but d'exprimer leur soutien au processus de paix entre le Gouvernement colombien et les FARC⁴⁵. Durant cette visite, un employé colombien de l'ONUDC a été séquestré par un groupe dissident des FARC au sud-est du pays⁴⁶.

41 http://www.semana.com/nacion/articulo/fallo-de-la-corte-constitucional-limita-el-fast-track/525787?utm_source=newsletter&utm_medium=mail&utm_content=semana&utm_campaign=2017_05_20

42 <http://www.semana.com/nacion/articulo/derrumbes-en-manizales-por-lluvias/522437>

43 <http://www.semana.com/nacion/articulo/en-385-municipios-se-puede-repetir-la-tragedia-de-mocoa/520804>

44 <http://www.elcolombiano.com/colombia/muertos-en-la-ola-invernal-en-colombia-DB6377522>

45 <http://www.semana.com/nacion/articulo/consejo-de-seguridad-de-la-onu-en-colombia-por-el-acuerdo-de-paz/524084>

46 <http://www.actulatio.com/2017/05/05/colombie-un-employe-de-l-onu-kidnappe-par-des-dissidents-des-farc-en-pleine-visite-du-conseil-de-securite/>

Ressources des États-Unis pour la mise en place de l'Accord Final

Le 4 mai dernier, le président Juan Manuel Santos a célébré l'accord du Congrès étasunien pour soutenir financièrement le processus de paix en 2017. Ces ressources, convenues dans le plan « Paz Colombia », ont par ailleurs augmenté de 20 %. Le budget approuvé pour l'aide à la Colombie s'élève à 450 millions de dollars. Il ne manque plus que la signature du président américain D. Trump⁴⁷. Cependant, le président étasunien a proposé de réduire le budget de 2018 pour l'aide extérieure. Ainsi, le budget pour la Colombie serait réduit à 251,4 millions de dollars. Cependant, il manque encore les modifications et l'approbation du Congrès étasunien⁴⁸.

MOUVEMENTS SOCIAUX

Grève générale à Buenaventura

Depuis le 16 mai la ville de Buenaventura, à l'ouest de la Colombie, vit au rythme des grèves et manifestations dues aux mauvaises conditions sociales de ses habitants. Les manifestants souhaitent principalement que le gouvernement déclare « l'état d'urgence économique et social » de la ville. Même si Buenaventura est le port maritime le plus important en Colombie, elle reste l'une des villes les plus pauvres du pays. 64% de la population est rurale dont 91% considérés pauvres⁴⁹. A cause d'affrontements avec la police durant les manifestations, un grand nombre de personnes a été blessé. La population et le gouvernement colombien sont en train de négocier afin d'arriver à un accord pour la création d'un « fonds autonome » dont les ressources seront destinées à Buenaventura pour les dix années à venir⁵⁰.

47 <http://www.semana.com/nacion/articulo/congreso-de-estados-unidos-aprueba-fondos-para-acuerdo-de-paz-con-farc/524210>

48 <http://www.semana.com/nacion/articulo/presupuesto-de-trump-propone-recortes-para-colombia/526271>

49 <http://www.semana.com/nacion/articulo/por-que-todavia-existe-el-racismo-buenaventura-colombia/526859>

50 <http://www.semana.com/nacion/articulo/que-falta-para-levantar-el-paro-civico-en-buenaventura/526976>

REFERENCES

Sites web consultés entre 01 avril et 31 mai 2017 :

- <http://www.colombiainforma.info/>
- <https://www.desdeabajo.info/colombia.html>
- <http://www.verdadabierta.com/>
- <http://pacifista.co/>
- <http://www.eltiempo.com/>
- <http://www.contagioradio.com/las-farc-ep-y-su-partido-politico-articulo-35076/>
- <http://www.arcoiris.com.co/>
- <http://www.prensarural.org/spip/>
- <http://www.semana.com/>
- <http://www.actulatio.com/>